

nération pour leur industrie, et vous ferez alors disparaître tout vestige de vente clandestine. Une fois la guerre déclarée, le Gouvernement semble s'être complètement désintéressé du commerce. Je dirai au ministre du Commerce qu'il devra faire rapport au peuple de notre pays.

Je passe maintenant à un sujet qui a été, dirai-je, inclus dans le budget à la dérobée. J'espère avoir le temps de terminer mes remarques avant onze heures, sinon nous pourrions, avec la permission de la Chambre, siéger jusqu'à minuit.

Le ministre a dit qu'il y a eu échange de notes avec les Etats-Unis le 30 novembre dernier. Je désire voir ces notes déposées sur la bureau de la Chambre afin que nous puissions les consulter durant le débat sur le budget. Le ministre est un de ceux qui favorisent les accords commerciaux, les accords commerciaux avec l'Empire. Je le prie, quand il discutera cet échange de notes relatives au commerce, d'étendre les accords commerciaux avec l'Empire et, en même temps, de songer à des accords commerciaux avec les Nations Unies. Ne nous empressons pas trop de choisir une des Nations Unies dont l'économie se rapproche davantage de la nôtre, et d'ignorer les autres. Les autres alliés, la Chine et la Russie, ont besoin de vivres et de munitions. Je ne m'oppose nullement à ce que nous fassions tout le commerce possible avec les Etats-Unis, mais avec la guerre et notre dépendance d'un effort commun de toutes les Nations Unies dans le présent conflit ce n'est pas le bon moment de signer un accord commercial avec une seule des Nations Unies, accord qui pourrait, pour être franc, être conclu à la hâte, c'est-à-dire, que les décisions prises dans cet accord particulier pourraient être basées sur une raison qui semble évidente aujourd'hui à cause de la guerre mais qui pourrait ne plus exister demain. Le présent accord reste en vigueur jusqu'à ce qu'un avis de six mois soit donné de son abrogation; ne dérangeons rien à l'affaire. Pendant leur séjour à Washington, pourquoi faut-il que les délégués chinois et russes aient à étudier un accord économique entre le Canada, l'un des membres des Nations Unies, et les Etats-Unis, détournant ainsi leur attention de l'effort de guerre et nous en distrayant nous-mêmes? Que cela attende. Tant que dure la guerre, soyons équitables envers tous les membres des Nations Unies. Ce sont là questions délicates et les avantages devraient être également répartis entre toutes les Nations Unies sans favoritisme particulier. Tout cela est plein de danger. Entamer de tels pourparlers avec les Etats-Unis en ce moment, s'attaquer à de telles revisions, voilà qui est trop grave pour le moment. Concentrons-nous sur des pro-

blèmes d'importance plus vitale et ne détournons pas l'attention du peuple. L'histoire nous enseigne trop clairement jusqu'à quel point la discussion d'un tel sujet peut distraire l'attention de notre population canadienne. Certains honorables députés peuvent se reporter aisément à 1911 et aux accords avec le Royaume-Uni d'il y a quelques années. Pourquoi soulever de telles questions à l'heure actuelle? Aucun changement au sens véritable du mot ne s'impose, et le ministre sait parfaitement que tout changement imposé par des nécessités économiques se fait présentement d'un commun accord au moyen d'ententes tacites entre l'industrie américaine et l'industrie canadienne, au su et avec le consentement de l'administration des deux pays, ententes portant renonciation aux droits pour le temps de la guerre. Cela seul devrait suffire.

Non seulement cela, mais cet état de choses présente un aspect encore plus grave. Je vois à son siège l'un des honorables députés d'Essex. Que dirait-il s'il était question en ce moment critique d'entamer des pourparlers au sujet d'un accord commercial entre le Canada et les Etats-Unis? L'honorable député d'Ontario (M. Moore) risquerait-il à un pareil moment de perturber les paisibles relations dans le commerce de l'automobile? Rappelons-nous qu'à la fin du conflit—et n'oublions pas qu'il peut se terminer bientôt—il faudra pourvoir à un demi-million d'ouvriers en quête de travail. Il en sortira presque autant des seules industries. Il faudra les placer ailleurs. Laissons le commerce en paix, car autrement il deviendra difficile non seulement de leur trouver du travail, mais encore de maintenir l'économie telle que nous l'avons actuellement. Je sais qu'après juin 1943 le président des Etats-Unis n'aura plus le pouvoir de modifier les taux de douane, et que cette autorité pourrait bien ne pas lui être renouvelée, mais je sais aussi que le moment venu la population des Etats-Unis sera prête à conclure un accord avec le Canada.

Afin de donner une idée de l'importance d'un accord de commerce comme celui-là, voici ce qui s'est passé au sujet du dernier accord conclu entre le Canada et les Etats-Unis et quelques-unes des répercussions que cet accord a eues à certains moments sur le commerce. Les résultats ont été dans la proportion de six à un contre le Canada. C'est ce que nous apprend la statistique du commerce canadien. Le Canada a donné largement, et n'a presque rien reçu en retour. Nous avons procuré un supplément de commerce aux Etats-Unis. Je ne veux pas m'étendre sur le sujet, pendant que nous sommes en pleine guerre. La population et les journaux du Canada estiment sans doute que ce n'est pas le moment d'engager